

Unité départementale de l'Oise
283 rue de Clermont
60000 Beauvais

Beauvais, le 17/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BERZECKI

Allée Monge
ZI n° 2
60000 Beauvais

Références : IC-R/0499/24-ED/MC
Code AIOT : 0005100907

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/11/2024 dans l'établissement BEREZECKI implanté Allée Monge ZI n° 2 60000 Beauvais. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BEREZECKI
- Allée Monge ZI n° 2 60000 Beauvais
- Code AIOT : 0005100907
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société BEREZECKI SA à BEAUVAIS est spécialisée dans le traitement de surface à façon de pièces en acier, fonte, laiton destinées essentiellement à l'industrie automobile (70%).

Les activités de la société BEREZECKI sont encadrées par un arrêté préfectoral complémentaire du 27/04/2018 complété par un arrêté préfectoral complémentaire du 02/10/2023.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN24 PFAS
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Respect des VLE dans l'air	Arrêté Préfectoral du 27/04/2018, article 3.2.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Respect des VLE dans l'eau	AP Complémentaire du 27/04/2018, article 4.3.9.1	Sans objet
3	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
4	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
5	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
6	Exigences pour le prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
7	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
8	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de faire un point de situation sur les PFAS sur le site. Au vu de la présence d'AOF détectée dans les effluents aqueux, l'exploitant a indiqué qu'il réaliserait une mesure de concentration du PTFE (seul PFAS utilisé sur le site d'après l'exploitant).

Concernant les émissions atmosphériques, bien que l'exploitant ait présenté un rapport conforme sur un rejet, un retour à la conformité n'est pas constaté sur l'ensemble des 3 rejets concernés par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 20/09/2023. C'est pourquoi il est proposé à monsieur le préfet de rendre redevable la société d'une astreinte administrative de 53 €. Il est proposé un sursis à exécuter de 3 mois pour que l'exploitant dispose d'un délai pour effectuer les 2 mesures consécutives permettant de démontrer un retour à la conformité. Un projet d'arrêté préfectoral en ce sens est annexé au présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des VLE dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2018, article 3.2.3							
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE dans l'air							
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/07/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 20/12/2023 							
Prescription contrôlée : <p>Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ou gaz humide pour les équipements de séchage), - à une teneur en O2 ou CO2 précisée dans le tableau ci-dessous. <p>On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.</p> <p>Les concentrations de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :</p>							
N ° conduit	Cr totale en mg/Nm3	H+ en mg/Nm3	OH- en mg/Nm3	COV* en mg/Nm3	Poussières en mg/Nm3	NOx en mg/Nm3	SOx en mg/Nm3
1	0.003	0.5	10				
2	0.003	0.5	10				

3			10				
4			10				
5			10				
6			10				
7		0.5					
8	0.003						
9					150		
10					150		
11					150		
12					150		
13					150		
14					150		
15				100	40	200	100
16					40	200	100
17					40	200	100
18					40	200	100

* la concentration en COV est exprimée en carbone total

Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base de 24 heures .

Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

Constats :

Constats de l'inspection du 25/07/2023 :

Il avait été constaté que les mesures réalisées dans le cadre de l'autosurveillance avaient révélé les non conformités suivantes :

- conduit n°1 : non conformité pour le paramètre H+ (5,31 mg/Nm³ pour une VLE à 0,5 mg/Nm³) et Cr (5,6 µg/Nm³ pour une VLE à 3 µg/Nm³) : cf. rapport R-22-1-038 de Coélys du 22/12/2022.
- conduit n°2 : non conformité pour le paramètre H+ (1,92 mg/Nm³ pour une VLE à 0,5 mg/Nm³) et Cr (1092 µg/Nm³ pour une VLE à 3 µg/Nm³) : cf. rapport R-22-1-038 de Coélys du 22/12/2022.
- conduit n°8 : non conformité pour le paramètre Cr (11,2 µg/Nm³ pour une VLE à 3 µg/Nm³) : cf. rapport R-22-1-038 de Coélys du 22/12/2022.

Au vu de ces constats, par arrêté préfectoral du 20/09/2023, l'exploitant a été mis en demeure de respecter les valeurs limites d'émission dans l'air pour :

- le conduit n°1 sur les paramètres H+ et chrome,
- le conduit n°2 sur les paramètres H+ et chrome,
- le conduit n°8 sur le paramètre chrome.

Constats de l'inspection du 05/11/2024 :

Par mail du 21/05/2024, l'exploitant a transmis un rapport du 18/03/2024 de la société SOCORAIR indiquant un dépassement de la concentration en chrome mesurée sur les conduits TON 3 (conduit 8) et BMA2 (conduit 2).

L'exploitant a indiqué qu'il allait de nouveau modifier le réglage de son aspiration pour respecter la VLE.

<p>Par mail du 17/09/2024, l'exploitant a transmis un rapport de mesure pour des prélèvements effectués le 27/06/2024 sur les conduits DAC 1 (conduit 15), TON 3 (conduit 8) et BMA2 (conduit 2) indiquant une conformité des concentrations mesurées en chrome sur ces différents conduits. Il est à noter que le conduit 1 n'a pas fait l'objet de mesure et que le paramètre H+ n'a pas été mesuré.</p> <p>Un contrôle inopiné a eu lieu le 24/07/2024 sur les conduits 2 (BMA2) et 15 (DAC1). Ce contrôle indique, sur le conduit 2, un respect de la VLE pour le paramètre H+ et une non conformité concernant la concentration mesurée en chrome : 9,2 µg/m3 mesuré pour une VLE à 3µg/m3). Au vu de ces résultats, le retour à la conformité ne peut être acté que par la fourniture de 2 rapports de mesures consécutifs indiquant un respect des VLE pour le paramètre H+ sur les conduits 1 et 2 et sur le paramètre chrome sur les conduits 1, 2 et 8.</p> <p>Non conformité (faits significatifs) : l'exploitant n'a pas démontré qu'un retour à la conformité a été réalisé en ce qui concerne le respect des VLE pour le paramètre H+ sur les conduits 1 et 2 et sur le paramètre chrome sur les conduits 1, 2 et 8.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Proposition : mise en place d'une astreinte administrative jusqu'à ce que l'exploitant démontre que les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 20/09/2023 sont satisfaites. Ce projet d'astreinte intègre un sursis de 3 mois pour que l'exploitant dispose d'un délai permettant de réaliser les 2 mesures nécessaires à la démonstration du retour à la conformité.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Astreinte</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Respect des VLE dans l'eau

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/04/2018, article 4.3.9.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduares dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.</p> <p>[...]</p> <p>Zn : concentration maximale 3 mg/l / flux moyen 0,72 kg/j.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle inopiné réalisé les 12/06/2024 et 13/06/2024 par la société SOCOTEC met en évidence un dépassement concernant la concentration en zinc mesurée : 3,6 mg/l pour une VLE à 3 mg/l. L'exploitant n'avait pas d'explication à fournir vis-à-vis de ce dépassement.</p> <p>Il est à noter que la VLE en termes de flux de zinc est respectée. Il est également à noter que l'exploitant a mis en place en juin 2023, l'ajout d'un précipitant métallique afin de réduire sa concentration en zinc.</p> <p>D'après les données déclarées dans GIDAF, aucun dépassement sur la concentration en zinc n'a</p>

<p>été mesuré sur 2024 en autosurveillance (une mesure par semaine). Il est à noter des concentrations mesurées en autosurveillance le 13/06/2024 à 2,98 mg/l.</p> <p>L'exploitant a indiqué que certaines mesures de zinc sont réalisées par la société EUROFINs dans le cadre de l'autosurveillance et a transmis 3 rapports de mesure réalisés en 2024 pour appuyer ses dires.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Liste des substances PFAS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Afin d'établir la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation l'exploitant a indiqué avoir interrogé l'ensemble de ses fournisseurs. D'après les courriers des fournisseurs présentés par l'exploitant, aucun PFAS n'est présent dans les produits utilisés à l'exception du PTFE qui est présent dans le "GEOMET 500" utilisé sur le site. L'exploitant a indiqué qu'au vu de son process, il n'y avait pas de substances PFAS produites par dégradation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Réalisation des campagnes d'analyse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p>
<p>Constats :</p> <p>La campagne de mesure des PFAS a été réalisée sur les mois de janvier, février et mars 2024 sur les 20 PFAS et les AOF. Par mail du 15/10/2024, l'exploitant a indiqué ne pas avoir mesuré le PTFE, car</p>

<p>celui-ci est appliqué en mode trempé centrifugé, sur une ligne d'application autonome qui n'est pas raccordée à la station d'épuration.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté ce process consistant à l'application du produit, à l'aide d'une centrifugeuse, sur des pièces métalliques placés dans des paniers. Le GEOMET 500 alimentant la centrifugeuse est présent dans une cuve. D'après l'exploitant aucun rejet n'est attendu au niveau de ce process. Les résidus de GEOMET 500 se solidifiant, le nettoyage se fait mécaniquement par grenailage et par des spatules. Les résidus du nettoyage sont mis en fûts et partent en déchets (BSD-20241011-3RZS4B8D3 présenté). Aucun nettoyage à l'eau n'est réalisé. Les paniers sont nettoyés tous les 100 passages, la centrifugeuse toutes les semaines et la cuve de stockage tous les ans. Les spatules sont nettoyées avec des chiffons qui font l'objet d'une collecte par l'entreprise MEWA (facture du 25/10/2024 présenté).</p> <p>Il est à noter que le prélèvement du 08/01/2024 au 09/01/2024 donne un résultat en AOF de 2,17 µg/l et que le prélèvement du 21/03/2024 donne un résultat en AOF de 15 µg/l.</p> <p>Au vu de ces résultats, l'exploitant a déclaré qu'il allait réaliser une analyse de la concentration en PTFE dans les effluents aqueux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observation : l'exploitant transmettra à l'inspection les résultats de mesure de PTFE dès réception.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les prélèvements et analyses ont été réalisées par la société EUROFINS accréditée COFRAC (accréditation essais 1-0685).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Exigences pour le prélèvements

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de</p>

<p>l'installation.</p> <p>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les 3 rapports de mesures de la société EUROFINS indiquent qu'un prélèvement de 24h a été effectué.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les prélèvements ont été réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Précisions des mesures

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p> <p>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>D'après les 3 rapports de mesure de la société Eurofins consultés, les limites de quantification sont respectées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Déclaration des résultats GIDAF

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p>Constats :</p>

L'exploitant a transmis les résultats de sa campagne de mesure sur les PFAS dans GIDAF.

Type de suites proposées : Sans suite